



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par la World Union of Small and Medium Enterprises, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'est pas revue par les services d'édition.



Déclaration

Petites et moyennes entreprises et artisanat : moteurs du développement social

Introduction

Lors de sa cinquante-troisième session ordinaire, qui s'est tenue du 4 au 13 février 2015, la Commission du développement social a insisté sur l'intégration des aspects sociaux, économiques et environnementaux du développement, reflétés par la vision et les principes évoqués lors du Sommet mondial pour le développement social, qui jouissent aujourd'hui d'une reconnaissance renouvelée.

La présente déclaration de la World Union of Small and Medium Enterprises est axée sur les questions qui font intervenir les petites et moyennes entreprises et qui ont et auront à l'avenir une forte incidence sur le développement social, comme par exemple les services de santé, les innovations techniques, la protection de l'environnement, la formation des entrepreneurs et de leurs employés, l'égalité des sexes, le rapatriement des réfugiés et les services pour la société civile et les communautés.

Objectif de la déclaration

L'objectif de la présente déclaration est de faire prendre davantage conscience de l'importance du développement des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat à échelle mondiale afin d'optimiser le développement social, notamment dans les pays les plus démunis.

Des études empiriques ont démontré que les petites et moyennes entreprises contribuent à hauteur de plus de 55 % du produit intérieur brut et plus de 65 % de l'emploi total dans les pays à revenu élevé. La croissance des petites et moyennes entreprises est calculée en fonction de leurs contributions aux trois principaux secteurs de l'économie : l'industrie manufacturière, les services et l'agriculture.

Aperçu de la question du point de vue de la World Union of Small and Medium Enterprises.

Favoriser l'innovation

L'innovation et la transformation des innovations scientifiques en produits commercialisables et rentables restent difficiles puisque la recherche de l'innovation est de plus en plus compétitive en raison de la mondialisation, ce qui entraîne une importante augmentation des dépenses destinées à la recherche et au développement au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine.

Selon de récentes études universitaires, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus de 50 % de l'ensemble des innovations et même 95 % des innovations « radicales » (en matière d'électronique, de techniques médicales et de génie génétique, par exemple) seraient le fruit d'inventeurs individuels et de petites et moyennes entreprises.

Lors de ses séminaires organisés régulièrement, la World Union of Small and Medium Enterprises présente au grand public des petites et moyennes entreprises

novatrices et les aide à déterminer des partenaires commerciaux ainsi qu'à avoir accès à des institutions de recherche et à des investisseurs.

Les femmes entrepreneurs – Égalité des sexes

La Banque mondiale estime que 200 millions d'entreprises sont possédées par des femmes.

Dans la déclaration présentée par la World Union of Small and Medium Enterprises à l'Organisation des Nations Unies pour la cinquante-neuvième Commission de la condition de la femme en 2015, nous avons formulé trois impératifs en faveur de la collaboration entre les sexes et de l'autonomisation.

Premier impératif : Pour qu'un échange (ou un commerce) de quelque sorte ait lieu, qu'il s'agisse de vendre une marchandise, d'acheter un service ou même de s'inscrire à l'université, un dialogue entre les sexes s'établira, les parties pouvant se composer de n'importe quelle population diversifiée, l'homme et la femme en étant la combinaison de base.

Deuxième impératif : Étant donné le premier impératif, nous devons tout mettre en œuvre pour interpréter, aussi justement que possible, ce qui est dit ou fait au cours d'une communication entre les sexes (qu'il s'agisse d'un échange oral, d'un communiqué écrit ou, plus subtil, du langage corporel).

Troisième impératif : Au cours d'une communication entre des personnes de sexes différents ou de même sexe, il nous faut savoir, avec un degré de certitude réaliste, que nous sommes d'accord sur les mesures adéquates que nous pouvons prendre.

Soins de santé

La santé contribue fortement au développement économique. Des études menées au Royaume-Uni démontrent que 30 % de la croissance économique peut être lié à une amélioration de la santé. Certains scientifiques pensent que l'amélioration de la santé des populations a une plus forte incidence sur la croissance économique que l'enseignement. Les petites et moyennes entreprises jouent traditionnellement un rôle crucial en ce qui concerne les produits issus de la biotechnologie. Grâce à leur adaptabilité, à leur aptitude à identifier des niches commerciales et à leur grand potentiel d'innovation, ces entreprises forment une composante cruciale de l'industrie de la santé dans le monde.

Protection de l'environnement - Valorisation énergétique des déchets

Les petites et moyennes entreprises et les artisans qui supportent des associations telles que la World Union of Small and Medium Enterprises savent depuis des décennies que les déchets font partie intégrante de l'économie mondiale, en tant que produits résiduels de l'activité économique des petites et grandes entreprises. Les petites et moyennes entreprises et les artisans contribuent considérablement aux nouvelles technologies durables en ce qui concerne le recyclage des déchets et la production d'énergie (pétrole, gaz, matériaux de construction et engrais organiques, par exemple) à partir de déchets, et génèrent, par conséquent, de nouvelles activités commerciales pour des entreprises plus petites.

Programme de formation et d'enseignement pour les entrepreneurs et leurs employés

La World Union of Small and Medium Enterprises a développé un programme visant à favoriser la formation professionnelle et l'enseignement, en collaborant étroitement avec des institutions universitaires dans différents pays afin de mettre en œuvre des programmes de formation appropriés et de créer un réseau international efficace de ressources intellectuelles au profit des entrepreneurs et de leurs employés, partout dans le monde. La World Union of Small and Medium Enterprises prend déjà part au développement et à la mise en place d'importants partenariats internationaux avec des organisations publiques et privées dans le but d'encourager la formation professionnelle et l'enseignement, tout en ayant une incidence sociale significative sur les communautés locales.

Elle a par exemple signé, en juillet 2014 un accord avec le Secrétariat d'État pour le Travail de la République de Saint-Marin et avec le Syndicat national des artisans de Saint-Marin en vue de promouvoir et d'élaborer des programmes d'artisanat et de formation professionnelle, en collaboration avec les techniciens du Centre de formation professionnelle de la République de Saint-Marin. Des accords de coopération ont également été signés entre la Chambre de commerce européenne et la Chambre de commerce chino-hongroise.

Rapatriement des réfugiés

En collaboration avec sa propre fédération en République démocratique du Congo, la World Union of Small and Medium Enterprises a créé un programme de rapatriement baptisé TU TUMIKE, qui signifie « développement durable » en swahili.

La World Union of Small and Medium Enterprises a été désignée comme représentant officiel du Gouvernement de la République démocratique du Congo pour ce projet avec pour mandat de le présenter au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'en poursuivre l'élaboration. D'ici 2017, la réinsertion socio-économique de 200 000 rapatriés devrait être facilitée grâce à la capacité technique et à la gestion de la World Union of Small and Medium Enterprises, mais également grâce à l'allocation de fonds pour leurs entreprises dans leur région d'origine en République démocratique du Congo.

Un pas en avant : Attentes et recommandations spécifiques

Pleinement consciente des précieuses contributions apportées par les délégués aux sujets par le passé, la World Union of Small and Medium Enterprises espère qu'une « nouvelle architecture » permettant de préserver les droits, les intérêts et la compétitivité des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat sera encore plus solidement soutenue en proposant des réformes des institutions déjà en place à l'échelle nationale et internationale. Ces réformes ainsi que de nouvelles institutions novatrices devraient avoir pour objectif de supprimer les contraintes qui font barrière au développement, comme la corruption, l'accès insuffisant aux terres et à l'électricité, l'accès favorisé aux capitaux, des taux d'imposition plus favorables ou des réglementations commerciales, tout en tenant compte du rôle de moteur du développement social que jouent les petites et moyennes entreprises et l'artisanat.

Recommandation

La Commission peut recommander à son Excellence le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés d'accorder une attention favorable et la priorité au programme TU TUMIKE pour le rapatriement des réfugiés de la République démocratique du Congo, et d'en tenir compte comme une approche novatrice qui permet de gérer les « crises concernant les réfugiés » dans les autres pays.

Conclusion

La World Union of Small and Medium Enterprises s'engage à assister aux conférences du Conseil économique et social des Nations Unies auxquelles les organisations non gouvernementales qui appuient les petites et moyennes entreprises et l'artisanat sont conviées afin de faire part de leur expérience concernant la promotion du développement économique et social.
